

RAD

Réseau pour une
alimentation durable

Accroître la
résilience et
l'équité :

**Un plan d'action pour la
politique alimentaire dans le
cadre de la Covid-19**

mai 2020



Le Réseau pour une alimentation durable est une alliance pancanadienne d'organisations et de personnes qui travaillent à promouvoir la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire.

Remerciements : Le Réseau pour une alimentation durable a reçu une subvention du programme de financement des objectifs de développement durable (SDD) d'Emploi et développement social Canada (ESDC). Les opinions exprimées dans ce document ne sont pas nécessairement celles d'ESDC ou du gouvernement du Canada.

Publié originalement : mai 2020

Mis à jour : juin 2020 – priorité politique sur les travailleurs migrants (p. 19)

3875 rue St-Urbain, #502
Montréal, Québec, H2W 1V1
www.foodsecurecanada.org

Table des matières

SOMMAIRE EXÉCUTIF	1
--------------------------------	---

INTRODUCTION

Objectifs de développement durable	3
Analyse du mouvement alimentaire	3
Covid-19 et l'évolution des systèmes alimentaires	4

PRIORITÉS POLITIQUES

Aborder les causes profondes de l'insécurité alimentaire.....	6
Bâtir des systèmes alimentaires locaux durables	9
Soutenir la souveraineté alimentaire autochtone	14
Faire respecter la justice pour les travailleurs tout au long de la chaîne alimentaire	18
S'assurer que tous sont à la table	20

POINT DE MIRE

Faire avancer un programme national d'alimentation scolaire	23
---	----

Accroître la résilience et l'équité : Un plan d'action pour la politique alimentaire dans le cadre de la Covid-19

SOMMAIRE EXÉCUTIF

L'alimentation est indéniablement au centre des préoccupations au Canada et dans le monde entier à l'heure actuelle, entraînant une ouverture et une urgence sans précédent pour plaider en faveur d'un changement des systèmes alimentaires. La Covid-19 révèle et amplifie à la fois les inégalités structurelles de nos systèmes alimentaires, les insuffisances de nos programmes de protection sociale et les défis posés par les chaînes d'approvisionnement alimentaire dominantes, largement contrôlées par un nombre limité de sociétés le plus souvent multinationales. L'insécurité alimentaire au Canada devrait doubler par rapport aux 4,4 millions déjà constatés, avec des répercussions disproportionnées sur les communautés autochtones, noires et racialisées. Nos chaînes alimentaires, dépendantes des combustibles fossiles et fortement orientées vers l'import/export, sont vulnérables aux perturbations du marché, du travail et des frontières. Les agriculteurs étaient déjà aux prises avec une crise des revenus agricoles et leurs moyens de subsistance sont maintenant encore plus menacés. Et les travailleurs du système alimentaire, mal payés et souvent précaires, sont en première ligne de la crise, confrontés à des risques sanitaires accrus alors qu'ils s'efforcent d'assurer un approvisionnement alimentaire régulier.

Le moment est manifestement venu de procéder à des changements structurels visionnaires et audacieux plutôt que d'adopter des approches fragmentaires fondées sur « plus de la même chose ».



Il est essentiel de veiller à ce que les décisions prises dans le contexte de la pandémie jettent les bases d'un avenir alimentaire résilient et équitable.

Les plans d'intervention et de relance liés à la pandémie, ainsi que les mesures associées, auront un impact sur nos systèmes alimentaires pour les années à venir. Il est essentiel que les décisions prises maintenant - lorsque le changement de système est enfin compris comme non seulement possible, mais nécessaire - jettent les bases d'un avenir alimentaire résilient et équitable, notamment dans le contexte des changements climatiques et de l'effondrement actuel de la biodiversité. Grâce à une approche de la politique et des programmes alimentaires fondée sur l'intérêt public, le Canada peut :



- Aborder la cause profonde de l'insécurité alimentaire **en établissant un revenu minimum vital universel sous lequel personne ne peut tomber**, tout en veillant à ce que chacun ait accès à une alimentation suffisante, saine et nutritive ;
- **Mettre en place des systèmes alimentaires locaux écologiques et durables** qui raccourcissent et diversifient les chaînes alimentaires, revitalisent les communautés, assurent un meilleur accès à des aliments sains et frais, soutiennent les systèmes alimentaires à faibles émissions, renforcent la résilience aux chocs et réduisent les pertes et le gaspillage alimentaires ;
- **Soutenir la souveraineté alimentaire** autochtone où les Premières nations, les Métis et les Inuits déterminent leurs propres systèmes alimentaires locaux, en préconisant les politiques qui favoriseront la résilience future ;
- **Prôner un travail décent et une justice pour tous les travailleurs de la chaîne alimentaire** en garantissant un salaire et des conditions décentes à chaque travailleur canadien et international du secteur alimentaire, ainsi qu'en répondant aux demandes spécifiques des travailleurs migrants ;
- Veiller à ce que tout le monde soit présent à la table des décisions politiques **en convoquant immédiatement le Conseil consultatif canadien sur la politique alimentaire, en le dotant de ressources et en lui donnant les moyens** de participer aux décisions politiques et à la conception des programmes **en fonction du respect du droit à l'alimentation, des autres obligations en matière de droits de la personne et des objectifs de développement durable**. Le Conseil devrait concrétiser la vision globale de la politique alimentaire du Canada, et **prévoir des ressources pour garantir que les voix de la société civile, surtout celles qui sont les plus marginalisées par le système alimentaire actuel, soient prises en compte ;**
- **Harmoniser les politiques alimentaires nationales et internationales du Canada**, en donnant la priorité aux approches de souveraineté alimentaire, en soutenant les fermes familiales et la production alimentaire agroécologique à faible niveau d'intrants et d'émissions ainsi que la transformation et la distribution durables, et ;
- **Créer un programme national d'alimentation scolaire**, conformément à la promesse faite dans le budget 2019 et dans la Politique alimentaire pour le Canada, en veillant à ce qu'il réponde aux objectifs en matière de santé, qu'il soit universel et qu'il soit élaboré en collaboration avec les provinces, les territoires, les principaux groupes d'intervenants et les dirigeants autochtones.

L'heure est venue de mettre en place des systèmes alimentaires plus sains, plus justes et plus durables.

Introduction

Objectifs de développement durable

Le Canada, ainsi que tous les États membres des Nations unies, s'est engagé à atteindre les Objectifs de développement durable¹ (ODD) d'ici 2030.

Au Canada et dans le monde, la nécessité d'accélérer la réalisation des objectifs n'a été soulignée que par la crise de la Covid-19. Le plan d'action non partisan du Réseau pour l'alimentation durable inscrit ses propositions politiques dans le cadre des ODD. Le plan s'appuie sur les propositions du mouvement alimentaire à travers le pays, en établissant des voies politiques concrètes pour atteindre les objectifs multiples et interdépendants des ODD.

Les priorités politiques et programmatiques identifiées dans ce

document soutiennent directement la réalisation des quatre objectifs mis en évidence par la Politique alimentaire pour le Canada (Faim zéro, Santé et bien-être, Consommation et production responsables, et Action pour le climat) et de six autres (Vie aquatique, Vie terrestre, Travail décent, Réduction des inégalités, Paix, justice et institutions efficaces, et l'Éducation de qualité). La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) est un autre cadre global essentiel qui alimente ce plan d'action.

Analyse du mouvement alimentaire

Cette note politique est fondée sur l'analyse et les propositions politiques du "mouvement alimentaire," des mouvements sociaux faisant avancer la transformation du système alimentaire. Les principales sources de données pour chaque section sont énumérées ci-dessous. Une liste plus complète des propositions émergentes du mouvement alimentaire dans le contexte de la Covid-19 est présentée dans ce document².

1. Nations Unies (2015). Objectifs de développement durable.

2. Réseau pour une alimentation durable (2020) Covid-19: Propositions du mouvement alimentaire.

Covid-19 et l'évolution des systèmes alimentaires



L'alimentation est indéniablement au centre des préoccupations au Canada et dans le monde entier aujourd'hui,

entraînant une ouverture et un urgence sans précédent pour plaider en faveur d'un changement des systèmes alimentaires. La Covid-19 révèle et amplifie à la fois les inégalités structurelles de nos systèmes alimentaires, les insuffisances de nos programmes de protection sociale et les défis posés par les chaînes d'approvisionnement alimentaire dominantes, largement contrôlées par un nombre limité de sociétés le plus souvent multinationales. L'insécurité alimentaire au Canada devrait doubler par rapport aux 4,4 millions déjà constatés, avec des répercussions disproportionnées sur les communautés autochtones, noires et racialisées. Notre chaîne alimentaire, qui dépend des combustibles fossiles et qui opère sur de longues distances, est vulnérable aux perturbations du marché, du travail et des frontières, ainsi qu'aux obstacles logistiques. Nous importons 30 % de nos aliments, mais nous exportons plus de 50 % de ce que nous cultivons¹. Et les travailleurs du système alimentaire, mal payés et souvent précaires, sont en première ligne de la crise, confrontés à des risques sanitaires accrus alors qu'ils s'efforcent d'assurer un approvisionnement alimentaire régulier.

Dans ce contexte, les communautés, les organisations, les nations et les gouvernements s'efforcent de répondre aux besoins immédiats en matière de sécurité alimentaire. Dans le même temps, des questions plus systémiques sont posées : que nous apprend la situation sur ce qui doit changer dans nos systèmes alimentaires ? Quels sont les politiques et les programmes nécessaires pour accroître l'équité et la résilience à l'avenir, y compris dans le contexte d'autres crises telles que celles provoquées par les inégalités, les changements climatiques et l'effondrement de la biodiversité ? Quelles initiatives en matière de changement et d'innovation sont actuellement mises en œuvre et pourraient, si elles étaient étendues, contribuer à la mise en place de systèmes alimentaires locaux durables dans tout le pays ? Et, surtout, quelles mesures d'urgence peuvent être de fausses solutions, semant ainsi les graines de la prochaine crise ? Le moment est clairement venu de procéder à un

1. MacRae, R.J. (2019) [Reliance on Exports - Food Policy for Canada: joined up food policy to create a just, health promoting and sustainable food system.](#)

changement structurel visionnaire et audacieux plutôt que d'adopter des approches fragmentaires fondées sur « plus de la même chose ».

Les décisions prises maintenant et à moyen terme - notamment en ce qui concerne les plans de relance et les mesures associées - auront un impact sur nos systèmes alimentaires pour les années à venir. Nous savions déjà que notre avenir serait façonné par la crise climatique et les inégalités sociétales actuelles, et la Covid-19 a mis en évidence des vulnérabilités supplémentaires. Il est essentiel de veiller à ce que les décisions prises dans le contexte de la pandémie - où le changement de système est enfin compris comme non seulement possible, mais nécessaire - jettent les bases d'un avenir alimentaire résilient et équitable. En adoptant une approche inclusive en matière de politique et de programmes alimentaires, fondée sur l'intérêt public, le Canada peut réaliser le droit à l'alimentation pour tous, mettre en place des systèmes alimentaires locaux écologiques et durables, soutenir la souveraineté alimentaire autochtone et défendre la justice pour tous les travailleurs de la chaîne alimentaire. L'heure est venue de mettre en place des systèmes alimentaires plus sains, plus justes et plus durables.

Il est essentiel de veiller à ce que les décisions prises dans le contexte de la pandémie jettent les bases d'un avenir alimentaire résilient et équitable.

Priorités politiques

Les propositions politiques ci-dessous ont été élaborées grâce à un processus de collecte d'informations, d'écoute, de consultation et de convocation de personnes et d'organisations impliquées dans les "mouvements alimentaires" (mouvements sociaux faisant avancer la transformation du système alimentaire). Les positions politiques que défend depuis longtemps le Réseau pour une alimentation durable, notamment la Politique alimentaire populaire¹ et le plaidoyer en faveur d'une Politique alimentaire pour le Canada², constituent des bases importantes. Ce plan d'action sera nécessairement un document vivant, à mesure que l'impact de la Covid-19 se fera sentir. Il est important de noter que le Réseau pour une alimentation durable comprend que les différents aspects des systèmes alimentaires sont interconnectés et interdépendants. C'est pourquoi les sections ci-dessous sont destinées à être considérées comme un tout, en relation les unes avec les autres.

1. Réseau pour l'alimentation durable (2e édition, 2015) Une politique alimentaire populaire pour le Canada.

2. Réseau pour l'alimentation durable (2019) Analyse de la politique alimentaire.



Aborder les causes profondes de l'insécurité alimentaire

ODD 2

Faim zéro : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

ODD 3

Bonne santé et bien-être : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

Contexte

Le Canada a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies, qui donne à notre gouvernement l'obligation légale de garantir à ses citoyens le droit à une alimentation adéquate¹. Pourtant, avant la Covid-19, plus de 4,4 millions de personnes au Canada² vivaient déjà en situation d'insécurité alimentaire, et ce nombre ne cesse d'augmenter. Notons que près de 65 % des personnes vivant dans l'insécurité alimentaire travaillent

"**La sécurité alimentaire** existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. (Sommet mondial de l'alimentation, 1996)

1. Ad Hoc Working Group on the Right to Food (2017) Ensuring the Human Right to Food Through A Food Policy for Canada (Submissions to the Government of Canada).

2. Tarasuk V, Mitchell A. (2020) Household food insecurity in Canada, 2017-18. Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF).

(salariés, employés, travailleurs indépendants). Les autochtones et les personnes racialisées sont plus susceptibles que les autres de souffrir d'insécurité alimentaire et d'être victimes de la Covid-19. Les ménages noirs sont 3,5 fois plus susceptibles¹ d'être en insécurité alimentaire que les ménages blancs, et près de la moitié des familles des Premières nations sont en insécurité alimentaire². La sécurité alimentaire est en grande partie une question de pauvreté. Actuellement, des millions de personnes supplémentaires ont été mises au chômage et dépendront d'un soutien du revenu inadéquat, malgré les programmes gouvernementaux d'urgence. Selon les prévisions actuelles, l'insécurité alimentaire pourrait doubler avant la fin de l'année.

Une alimentation adéquate et bonne est étroitement liée à l'immunité. Les personnes souffrant d'insécurité alimentaire sont beaucoup plus susceptibles de souffrir de problèmes chroniques de santé physique et mentale et ont une espérance de vie plus courte. Les affections liées à l'alimentation, notamment les maladies cardiaques et le diabète, sont associées à des risques plus élevés liés à la Covid-19, ce qui souligne encore les liens entre une mauvaise alimentation et une mauvaise santé. Les maladies liées à l'alimentation coûtaient déjà à l'économie canadienne un montant estimé à 26 milliards de dollars par an.³ Compte tenu de l'impact des forces du marché sur le prix et l'accessibilité, les programmes d'accès à des aliments sains non stigmatisés, financés par le gouvernement et gérés par des organisations à but non lucratif, sont des mesures nécessaires pour soutenir une alimentation saine et renforcer la sécurité alimentaire. Parmi les exemples, citons les Bonne Boîte Bonne Bouffe, les bons d'achat des marchés fermiers, les prescriptions d'aliments et de légumes et les programmes alimentaires scolaires. Il est urgent de faire de l'alimentation saine pour tous une priorité en matière de politique publique, en alignant comme il se doit les politiques agricole, sanitaire, économique et sociale.

Les organisations alimentaires locales, y compris les banques

4.4 million
de personnes au Canada
vivaient déjà en situation
d'insécurité alimentaire

**Faire de l'alimentation saine
pour tous une priorité en
matière de politique publique**

**Instaurer un revenu minimum
vital universel, adapté au coût
de la vie local**

1. PROOF and FoodShare (2019) [Race and Food Insecurity \(Fact Sheet\)](#).

2. FNFNES First Nations Food, Nutrition and Environment Study (2019) [Summary of key findings](#).

3. Moubarac J. (December, 2017) [Ultra-processed foods in Canada: consumption, impact on diet quality and policy implications](#) (Heart & Stroke).

alimentaires, travaillent d'arrache-pied pour distribuer de la nourriture aux résidents des communautés de tout le pays. Pourtant, même avec un financement accru, les modèles basés sur la charité ne pourront jamais assurer le droit à l'alimentation¹. Pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et réaliser le droit à l'alimentation, il sera nécessaire de veiller à ce que les revenus de chacun soient suffisants pour couvrir le coût de la vie local.

Priorités politiques

- Instaurer un revenu minimum vital universel sous lequel personne ne peut tomber. Cela peut et doit s'appuyer sur l'augmentation des diverses aides au revenu et des crédits d'impôt du gouvernement, sur le salaire minimum vital obligatoire et sur d'autres subventions pour les nécessités de la vie (par exemple le loyer), complétés par des régimes de revenu de base bien conçus (avec des garanties sociales et un mécanisme de contrôle public) ;
- Renforcer la sécurité alimentaire en augmentant l'accès des ménages à faible revenu à une alimentation saine, idéalement locale et produite de manière durable, grâce à des programmes financés² par le gouvernement et gérés par des organisations à but non lucratif (tels que les Bonne Boîte Bonne Bouffe, les marchés Bonne Bouffe, les bons d'achat des marchés fermiers, les prescriptions et les subventions pour les aliments et les légumes, et les programmes alimentaires scolaires) ;
- Soutenir la Stratégie en matière de saine alimentation, notamment en utilisant le Guide alimentaire canadien³ pour promouvoir une alimentation saine, et évaluer toutes les interventions des politiques et des programmes en fonction de la mesure dans laquelle ils permettent au Canada de garantir que chacun peut se permettre et avoir accès à des aliments sains et produits de manière durable ; et
- Veiller à ce que ceux qui sont confrontés de manière disproportionnée à l'insécurité alimentaire, notamment les populations autochtones, les communautés noires et les communautés racialisées, dirigent et coordonnent des réponses appropriées et distinctes.

L'alimentation est un droit humain fondamental, et nous avons tous le droit de se nourrir et de nourrir nos familles et nos communautés dans la dignité. Le gouvernement fédéral a une obligation légale internationale d'assurer la pleine réalisation du droit à l'alimentation pour tous ceux vivant au Canada, conséquence de son engagement à respecter (ne pas enfreindre), protéger (empêcher les tiers de porter atteinte à), et réaliser (mettre en place des programmes) ce droit quand il a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en 1976.

1. Saul N. (24 April, 2020) [Remarks to Finance Committee - the federal government's COVID response](#) (Community Food Centres Canada).

2. Kramer D., Ferguson R., Reynolds J. (2019) [Une consommation durable pour tous](#) (Un rapport de recherche du Réseau pour une alimentation durable.).

3. Gouvernement du Canada (version actuelle) [Guide alimentaire canadien](#).

Bâtir des systems alimentaires locaux durables

Contexte

La crise de la Covid-19 a mis en exergue la fragilité et la concentration du pouvoir au sein de la principale chaîne d'approvisionnement alimentaire du Canada, un chaîne qui s'étend sur de longues distances¹. Parmi les faiblesses, citons : une dépendance excessive à l'égard des systèmes d'importation et d'exportation, en particulier pour les fruits et légumes ; la concentration du contrôle de la chaîne alimentaire par une poignée de grandes sociétés, souvent multinationales, y compris le contrôle des semences et des intrants ; la centralisation considérable des abattoirs^{2,3} et de la transformation alimentaire ; une dépendance excessive à l'égard de l'agriculture à haut niveau d'intrants et d'émissions ; ainsi que des conditions de travail souvent difficiles et de faibles revenus pour les agriculteurs et les travailleurs agricoles, qu'ils soient canadiens ou étrangers.

ODD 12

Consommation et production responsable :

Établir des modes de consommation et de production durables

ODD 13

Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques :

Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

ODD 14

Vie aquatique : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

ODD 15

Vie terrestre : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

1. Roberts M. and Yasmeen G. (28 March, 2020) [An opening to transform our food systems](#) (Food Secure Canada).

2. Mosby I. and Rotz S. (29 April, 2020) [As meat plants shut down, COVID-19 reveals the extreme concentration of our food supply.](#)

3. Union nationale des fermiers (22 avril 2020) [La COVID-19 coupe près de la moitié de l'approvisionnement en bœuf au Canada.](#)

Les recommandations en matière de politique alimentaire, axées sur des données massives et une logistique poussée¹, risquent d'enraciner de longues chaînes alimentaires problématiques et d'aggraver la concentration du pouvoir et les inégalités.

Ces derniers mois, des histoires illustrant les défis rencontrés en première ligne de notre système alimentaire industriel déficient ont fait la une des journaux à plusieurs reprises. Il s'agit d'un moment unique d'un océan à l'autre, car il devient évident pour tous, gouvernements et citoyens, que pour répondre aux défis futurs (y compris les maladies infectieuses, mais aussi, notamment, les changements climatiques et l'effondrement de la biodiversité), un changement profond du système est nécessaire pour renforcer la résilience et l'équité future.

Il est temps de passer de chaînes alimentaires longues distances dominantes, contrôlées par une poignée de multinationales, à un renforcement des "réseaux" alimentaires contrôlés au niveau régional et local. Les réseaux alimentaires, pierre angulaire de la souveraineté alimentaire², sont ancrés dans les territoires et à l'échelle humaine, et constituent les fondements de grands changements sociaux comportant de nombreux avantages connexes. Parmi ceux-ci figurent la revitalisation et le renouveau économique des communautés rurales et éloignées, un meilleur accès à des aliments sains et frais, des systèmes alimentaires à faible taux d'émission, une plus grande résistance aux chocs et une réduction du gaspillage alimentaire.

La mise en place de réseaux alimentaires locaux résilients nécessitera un changement d'orientation politique important. Plutôt qu'une politique excessivement axée sur la production de produits de base destinés à l'exportation, il est nécessaire de rééquilibrer les incitatifs agricoles dans toutes les juridictions afin de donner la priorité à la production locale et régionale durable d'aliments sains pour la consommation

Il est temps de se tourner vers des réseaux alimentaires contrôlés au niveau régional et local

"La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite selon des méthodes écologiques et durables, et leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles". La Via Campesina

1. Mooney P. (2018) [Blocking the chain: Industrial food chain concentration, Big Data platforms and food sovereignty solutions](#) (ETC Group).

2. ETC Group (3rd edition 2017) [Qui nous nourrira? Le réseau alimentaire paysan et la chaîne alimentaire industrielle](#).

canadienne. Une étude publiée en 2015¹ a montré que le remplacement de seulement 10 % des dix principaux fruits et légumes importés en Ontario par des produits locaux entraînerait une hausse de 250 millions de dollars du produit intérieur brut provincial et la création de 3 400 nouveaux emplois. Une telle mesure, si elle était appliquée à l'échelle du pays et pour un plus grand nombre d'aliments, aurait un impact significatif.

La mise en place de réseaux alimentaires locaux résilients nécessitera également des investissements stratégiques dans les infrastructures alimentaires locales et régionales, telles que les carrefours alimentaires, les abattoirs décentralisés de petite et moyenne taille, et les installations de transformation et de stockage des aliments - en particulier la chaîne du froid. Et surtout, il faut à l'avenir valoriser et soutenir la production, la transformation et la distribution de denrées alimentaires à très petite, petite et moyenne échelle. L'âge moyen d'un agriculteur canadien étant de près de 60 ans, et compte tenu de l'instabilité du contexte mondial, il est nécessaire, pour l'avenir de l'alimentation au Canada, de garantir des moyens de subsistance viables aux agriculteurs et de soutenir les nouveaux agriculteurs canadiens ainsi que les jeunes agriculteurs. Depuis 1990, la recherche du profit par les sociétés qui fournissent des intrants et des services agricoles a laissé aux agriculteurs seulement 5 % des revenus agricoles. L'endettement agricole a donc presque doublé depuis l'an 2000, pour atteindre 106 milliards de dollars². La réduction de la dépendance aux intrants pétroliers à fortes émissions et l'évolution vers une production alimentaire agroécologique à faibles émissions et à faibles intrants³, fondée sur l'innovation et les connaissances des agriculteurs, permettront d'améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs, de renforcer la biodiversité et d'accroître la résilience au changement climatique. Il sera essentiel de mettre en place de nouvelles aides ciblées pour les agriculteurs qui souhaitent effectuer une transition ou se lancer dans ce type d'agriculture tournée vers l'avenir^{4,5}.



1. Econometric Research Limited, Cummings H., MacRae R. (2015) DOLLARS & SENSE: Opportunities to Strengthen Southern Ontario's Food System.

2. Qualman D. (2019) Lutter contre la crise climatique et la crise agricole. Document de travail. Saskatoon : UNF.

3. Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables IPES-Food (2016) De l'uniformité à la diversité.

4. Équiterre (23 April, 2020) Recommandations pour le budget fédéral 2020: Bâtir la résilience des collectivités pour offrir une réponse durable face aux crises.

5. Qualman D. (n 1)

Avec la Covid-19, les Canadiens veulent de plus en plus aider à bâtir et à soutenir des réseaux alimentaires locaux résilients^{1,2}. Le soutien à l'achat local s'accroît de semaine en semaine, les inscriptions aux programmes d'agriculture soutenue par la communauté sont en hausse et les gens cultivent tout ce qu'ils peuvent sur leurs balcons et dans leurs cours à travers le pays. L'achat local est également soutenu par certains gouvernements provinciaux et de nombreuses municipalités. L'approvisionnement durable par les institutions publiques (par exemple, les écoles et les hôpitaux³) et le soutien aux Canadiens pour qu'ils mangent selon le nouveau Guide alimentaire⁴, contribuent à soutenir la demande pour des réseaux alimentaires locaux et sains. Si le gouvernement fédéral accordait clairement la priorité à la création de réseaux alimentaires locaux, le Canada serait bien mieux placé pour relever les défis à venir, notamment les conséquences inévitables des changements climatiques sur nos systèmes alimentaires.



"Par **agroécologie**, nous entendons "la science de l'application de concepts et principes écologiques à la conception et à la gestion de systèmes alimentaires durables." L'agroécologie englobe diverses approches qui visent à maximiser la biodiversité et à stimuler les interactions entre plantes et espèces, dans le cadre de stratégies holistiques qui cherchent à maintenir la fertilité des sols sur le long terme, à garantir l'équilibre des agroécosystèmes et à sécuriser les moyens d'existence des agriculteurs. Elle représente également un mouvement social."

Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, IPES-Food (2016)

1. Neamtan N. (1 mai 2020) Travailler ensemble pour construire des systèmes alimentaires durables : un point de vue du Québec.

2. Queirolo M (9 April 2020) Toronto Food Policy Council on Markets & COVID-19.

3. Reynolds J. (2019) Nourrir l'avenir de l'alimentation dans les soins de santé : Recensement des politiques en vigueur au Canada en 2018 (NOURISH).

4. Government of Canada (2019) Guide alimentaire canadien.

Priorités politiques

- Rééquilibrer les incitatifs agricoles dans toutes les juridictions afin de donner la priorité à la production durable d'aliments sains pour la consommation canadienne, plutôt qu'à une politique excessivement axée sur la production de produits de base pour l'exportation ;
- Utiliser des mesures incitatives, y compris des plans de relance, pour soutenir la transition d'une agriculture à haut niveau d'intrants et à fortes émissions vers une agriculture agroécologique à faible niveau d'intrants et à faibles émissions afin de renforcer la biodiversité, d'atteindre les objectifs climatiques, de bâtir des réseaux alimentaires locaux résilients, de réduire le gaspillage et de soutenir les moyens de subsistance des agriculteurs à l'avenir ;
- Soutenir la production et la transformation des aliments à dimension humaine (micro, petits et moyens agriculteurs; pêcheurs; systèmes alimentaires autochtones¹), notamment en apportant un soutien spécifique aux nouveaux et jeunes producteurs et transformateurs, ainsi qu'aux nouveaux Canadiens ;
- Renforcer les réseaux alimentaires locaux en soutenant les infrastructures alimentaires locales et régionales, notamment les carrefours alimentaires, les abattoirs décentralisés, les installations de transformation et de stockage des aliments, les marchés fermiers, l'agriculture soutenue par la communauté, la livraison directe, l'agriculture urbaine, les jardins communautaires, le changement d'utilisation des terres publiques et les serres durables et abordables ;
- Utiliser l'approvisionnement public (pour les institutions telles que les écoles et les hôpitaux) pour modéliser et stimuler les co-bénéfices interconnectés des réseaux alimentaires locaux, l'approvisionnement durable et les changements vers une alimentation saine.
- Veiller à ce que les politiques alimentaires soient évaluées en fonction de l'objectif de renforcement des réseaux alimentaires et de protection contre une concentration accrue ou une dépendance excessive à l'égard des vulnérabilités découlant de longues chaînes alimentaires.

1. Rapport du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire (mai 2019) [Soutien aux peuples autochtones dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire](#).

Soutenir la souveraineté alimentaire autochtone



Cette section est basée sur les références incluses dans les notes de bas de page, les documents de politique du Réseau pour une alimentation durable, l'analyse du Cercle autochtone de la Politique alimentaire populaire et les contributions des membres autochtones du Conseil d'administration du Réseau pour une alimentation durable. Il ne s'agit pas d'une présentation exhaustive des enjeux, ni des propositions politiques potentielles. Il doit être considéré comme un document évolutif.



Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones

Contexte

Malgré les promesses faites par la Couronne britannique dans le cadre de la Proclamation royale de 1763, du Traité de 1764, des traités ultérieurs et de la DNUDPA¹ («les normes minimales nécessaires à la survie, à la dignité et au bien-être des peuples autochtones du monde»), le Canada a, selon les termes d'un précédent juge en chef de la Cour suprême du Canada, pratiqué le génocide. La privation de nourriture, le vol des terres et l'entrave à l'accès aux sources de la souveraineté alimentaire, ainsi que

1. Assemblée générale (2007) [Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones](#) (DNUDPA).

l'empoisonnement des eaux et des terres et d'autres destructions de l'habitat pour la nourriture traditionnelle, la médecine et d'autres ressources économiques, de même que la marginalisation des femmes autochtones et d'autres personnes ont fait et continuent de faire partie de la réalité coloniale au Canada.

Au lieu d'un système basé sur la loi naturelle et le respect des éléments sacrés et de toute vie, les diktats coloniaux ont créé des structures alimentaires basées sur la dépendance (par exemple, les importations, les soutiens de l'État) qui sapent la souveraineté alimentaire et permettent à l'insécurité alimentaire, même si celle-ci est culturellement faible, de se perpétuer. La crise de la Covid-19 a exacerbé et continuera d'exacerber les taux élevés d'insécurité alimentaire parmi les ménages et les communautés autochtones, qui, avant la Covid-19, étaient déjà répandus dans près de la moitié des familles des Premières nations¹. La crise sanitaire appelle à des mesures de confinement et à la fermeture des routes, ce qui menace encore davantage l'approvisionnement alimentaire peu fiable en aliments importés et souligne la fragilité de cette approche.

La demande d'aliments traditionnels/régionaux culturellement acceptables - qui réduisent la dépendance, améliorent la santé, renforcent le lien avec la terre et la culture et apportent la fierté de soi aux membres de la communauté - est en hausse et n'est pas satisfaite. Certaines communautés sont également confrontées à cette crise sur fond d'avis d'ébullition de l'eau et de surpeuplement, ce qui entraîne de nouvelles difficultés pour suivre les recommandations sanitaires de la Covid-19 et garantir un approvisionnement alimentaire adéquat.

Pourtant, les communautés autochtones de tout le pays innovent en matière d'approches locales pour relever les défis alimentaires liés à la Covid-19². Ces communautés savent ce qui répondra le mieux aux besoins urgents d'aujourd'hui tout en jetant les bases d'un avenir résilient. La voie à suivre requiert une approche de la souveraineté

La crise de la Covid-19 a exacerbé et continuera d'exacerber les taux élevés d'insécurité alimentaire parmi les ménages et les communautés autochtones

Les communautés autochtones savent ce qui répondra le mieux aux besoins urgents d'aujourd'hui tout en jetant les bases d'un avenir résilient

1. EANEPN Étude sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement chez les Premières Nations (2019) [Résumé des principales conclusions](#).

2. Thunder Bay & Area Food Strategy (9 April, 2020) [Food Strategy Covid-19 Statement](#).

alimentaire autochtone fondée sur les droits. Comme le souligne une récente note de synthèse publiée par le [Yellowhead Institute](#)¹, « Compter sur la charité pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les communautés autochtones est extrêmement problématique. (...) Nous devons aller au-delà des solutions d'urgence à court terme pour aborder l'insécurité alimentaire des peuples autochtones au Canada et ce dans une perspective à long terme. Il faut notamment s'attaquer aux problèmes d'infrastructure et à ceux qui existent depuis longtemps dans de nombreuses communautés autochtones » (traduction libre).

Le temps est venu pour les communautés autochtones de reprendre le contrôle afin de déterminer leurs systèmes alimentaires locaux, ainsi que les politiques qui soutiendront le mieux ces avenir résilients. Il est urgent de soutenir les réponses autodéterminées des Premières nations², des Métis³ et des Inuits⁴ à la Covid-19, qui répondent aux besoins à court terme tout en renforçant la souveraineté alimentaire autochtone pour l'avenir.



1. Levi E. and Robin T. and a group of signatories (29 avril 2020) [Policy Brief: COVID-19 Did Not Cause Food Insecurity In Indigenous Communities But It Will Make It Worse](#) (Yellowhead Institute).

2. Assemblée des Premières Nations (2020) [Covid-19](#).

3. Métis Nation (2020) [Covid -19](#).

4. Inuit Tapiriit Kanatami (2020) [Covid-19](#).


Priorités politiques

- S'engager à la réconciliation en tant que relation¹, et envers les 10 principes² pour que les systèmes politiques et juridiques, les institutions éducatives et religieuses, le secteur des entreprises et la société civile du Canada fonctionnent de manière conforme à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, à laquelle le Canada a souscrit ;
- Respecter à la fois l'esprit et le texte contenu dans les engagements constitutionnels canadiens en matière de droits et de responsabilités envers les peuples autochtones ;
- Respecter les traités (historiques et modernes) et les autres droits fonciers, garantir le contrôle sur les terres et les voies navigables par les autochtones ;
- Autodétermination des peuples et des communautés autochtones, et approches distinctes pour les Premières nations, les Inuits et les Métis, ainsi que pour les réalités urbaines, éloignées, nordiques et rurales ;
- Fournir un soutien direct aux groupes dirigés par des autochtones et au service des autochtones qui se concentrent sur les systèmes alimentaires autochtones, par exemple par le biais du Fonds des infrastructures alimentaires locales ;
- Support communities to design new models, and support and reinvigorate Indigenous food ways like community kitchens, gardening programs, greenhouses, other community-led infrastructure, hunter support programs and goose camps ;
- Soutenir les coopératives dirigées par des autochtones et d'autres épiceries à but non lucratif ainsi que d'autres aliments et produits traditionnels ;
- Lancer la réforme du programme Nutrition Nord Canada (NNC), y compris l'augmentation des aides relatives aux récoltes à un minimum de 25 % des dépenses totales de NNC ;
- Instaurer un revenu minimum vital universel garanti ;
- Investir immédiatement dans les infrastructures afin de garantir à toutes les communautés un accès à l'eau potable et à des logements adaptés aux besoins locaux ;
- Procéder à des investissements publics distincts et appropriés dans les communautés autochtones (protection de l'enfance, éducation, capitaux et infrastructures mineurs/majeurs) ; et
- Soutien à la coordination menée par les autochtones de la réponse à la Covid-19 et du plan de rétablissement dans les communautés autochtones.

1. Commission de vérité et réconciliation du Canada (2015) [Ce que nous avons retenu : Les principes de la vérité et de la réconciliation](#).

2. Ibid.

Garantir un travail décent et la justice pour les travailleurs tout au long de la chaîne alimentaire



ODD 8

Travail décent: Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

ODD 10

Inégalités réduites: Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

Contexte

Les travailleurs tout au long de la chaîne alimentaire (y compris les agriculteurs, les ouvriers, les travailleurs migrants, les transformateurs, les livreurs et les détaillants) sont confrontés à un risque personnel permanent depuis le début de la pandémie afin de garantir un approvisionnement alimentaire régulier aux Canadiens. Tout en permettant au public de reconnaître leur rôle essentiel dans la sécurité alimentaire du Canada, la Covid-19 a également mis en évidence les conditions de travail inacceptables¹ que connaissent depuis longtemps les travailleurs tout au long de la chaîne alimentaire, notamment : les bas salaires (dans certains cas inférieurs aux prestations d'urgence du gouvernement) ; le manque d'accès aux indemnités de maladie et autres prestations ; les conditions de vie et de travail difficiles et dangereuses (y compris, dans le contexte actuel, le manque d'accès à l'équipement de protection individuelle), et les conditions d'emploi précaires. Les travailleurs étrangers temporaires sont particulièrement vulnérables^{2,3}, car ils sont légalement tenus d'être liés à un seul employeur, et ils sont confrontés à l'isolement, au racisme et à la discrimination, ainsi qu'à l'absence de statut.

1. Congrès du travail du Canada (9 avril 2020) [La COVID-19 révèle d'énormes lacunes dans le filet de sécurité sociale du Canada](#).

2. Weiler A., McLaughlin J., Caxaj S., and Cole D., (1 April, 2020) [Protecting the health and rights of migrant agricultural workers during the COVID-19 outbreak should be a priority](#).

3. Migrant Rights Network (16 March, 2020) [Migrant, poor, racialised: Petition to leave no-one behind](#).

La reconnaissance sociale généralisée des rôles et des contributions essentiels des travailleurs de l'industrie alimentaire est une occasion d'étendre la justice et de faire respecter les droits tout au long de la chaîne alimentaire. Il est important que la crise ne soit pas utilisée pour justifier des changements dans le système alimentaire qui réduisent la dépendance aux travailleurs "en chair et en os" (par exemple, livraison par drone, automatisation et numérisation accrues dans les champs et les entrepôts, etc.), sans contrôle démocratique fondé sur l'intérêt public, et sans la participation et l'accord des travailleurs dans l'identification potentielle d'autres possibilités de travail décent. Compte tenu des contributions évidentes des travailleurs de l'alimentation en première ligne au maintien du système alimentaire en cette période critique, le moment est venu de valoriser à sa juste valeur les travailleurs de l'alimentation et d'élaborer une politique qui les protège contre le remplacement par des machines.

La reconnaissance sociale généralisée des rôles et de la contribution essentiels des travailleurs de l'industrie alimentaire est une occasion d'étendre la justice et de faire respecter les droits tout au long de la chaîne alimentaire

Priorités politiques

- Soutenir les campagnes menées par la société civile et les organisations de travailleurs en faveur de salaires et de conditions de travail décentes pour tous les travailleurs canadiens et internationaux de la chaîne alimentaire, qu'ils soient syndiqués ou non, en reconnaissant que les femmes et les communautés racialisées subissent de multiples niveaux de discrimination ;
- Soutenir les campagnes menées par les travailleurs migrants et leurs alliés pour concrétiser leurs demandes spécifiques, notamment en ce qui concerne les permis de travail ouverts, l'accès aux soins de santé et aux avantages sociaux, et d'accorder aux travailleurs le statut de résidence permanente dès leur arrivée (mis à jour juin 2020)¹, et;
- Veiller à ce que les droits et les rôles des travailleurs de la chaîne alimentaire soient correctement valorisés et protégés dans les futurs plans visant à soutenir et à protéger l'approvisionnement alimentaire (par exemple, en examinant les plans d'utilisation accrue des données, d'automatisation et de numérisation dans l'approvisionnement alimentaire).

¹ Cette priorité politique a été mis à jour en juin 2020 afin d'inclure le statut de résidence permanente à l'arrivée. Voir le rapport de Migrant Workers Alliance for Change (MWAC) (June 2020) [Unheeded Warnings: COVID-19 & Migrant Workers in Canada](#).

S'assurer que tous sont à la table



ODD 16

Paix, justice et institutions efficaces: Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

Contexte

En juin 2019, la ministre Bibeau a lancé la toute première Politique alimentaire pour le Canada¹. Tout en saluant cette politique² comme un premier pas important, et encouragé par sa vision et ses principes ambitieux, le Réseau pour une alimentation durable a été déçu par son budget initial modeste et ses mécanismes de programmation limités. La création d'un Conseil consultatif canadien de la politique alimentaire (CCCPA) diversifié, préconisée par un groupe multipartite comprenant le Réseau³ pour l'alimentation durable, était porteuse d'espoir. Cependant, les nominations au CCCPA ont été clôturées en septembre 2019, et les membres n'ont pas encore été annoncés. Sans le CCCPA, les tables rondes et les tables stratégiques existantes représentant les intérêts privés dominant. Dans le contexte de la Covid-19, une série de mécanismes de participation ad hoc déconnectés ont été introduits par le gouvernement fédéral, sans prévoir un espace inclusif pour une stratégie cohérente et un dialogue sur les défis évidents à l'échelle des systèmes alimentaires et les ouvertures qui en découlent pour un changement positif.

1. Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire Canada (Juin 2019) Une Politique alimentaire pour le Canada.

2. Réseau pour une alimentation durable (juin 2019) Analyse de la politique alimentaire.

3. Réseau pour une alimentation durable (décembre 2017) Une nouvelle structure de gouvernance pour la politique alimentaire.

La convocation d'un CCCPA diversifié est une première étape urgente et attendue depuis longtemps. Il sera important que le CCCPA s'emploie à concrétiser la vision globale de la Politique alimentaire pour le Canada, et qu'il soit habilité à participer aux décisions politiques et à la conception des programmes en fonction du droit à l'alimentation et des autres obligations du Canada en matière de droits de la personne, ainsi que des objectifs de développement durable. Cependant, il faudra développer et financer des espaces et des voies pour une participation plus large et plus profonde de la société civile afin d'apporter des contributions diverses et inclusives à l'élaboration de la politique alimentaire. Il est essentiel de veiller à ce que ceux qui sont confrontés de manière disproportionnée à l'insécurité alimentaire disposent des ressources nécessaires et soient entendus. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de tout le monde autour de la table pour guider l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique alimentaire cohérente et coordonnée dans l'intérêt du public.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de tout le monde autour de la table pour guider l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique alimentaire cohérente et coordonnée dans l'intérêt du public

Il est également important de prendre en compte les dimensions internationales¹ de la pandémie actuelle. La Covid-19 affecte les personnes et les systèmes alimentaires dans le monde entier. Le Programme alimentaire mondial met en garde contre le risque d'une crise alimentaire mondiale majeure, qui pourrait doubler le nombre actuel de personnes confrontées à la famine pour atteindre 265 millions d'ici la fin de 2020². Il est essentiel que le Canada joue un rôle important sur la scène mondiale afin d'encourager le type de réponse globale³ qui permettra non seulement de répondre aux besoins alimentaires immédiats, mais aussi de construire des systèmes alimentaires plus résilients à long terme. Des politiques, programmes et approches cohérents et intégrés en matière de commerce, d'aide et de développement doivent être conçus pour soutenir spécifiquement les petits agriculteurs qui produisent plus de 70 % des denrées alimentaires dans le monde, et pour donner la priorité à une production alimentaire

La réponse internationale du Canada doit encourager des systèmes alimentaires plus résilients à long terme

1. Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables IPES-Food (April, 2020) [COVID-19 and the crisis in food systems: symptoms, causes, and potential solutions](#).

2. Programme alimentaire mondial (21 April, 2020) [COVID-19 will double number of people facing food crises unless swift action is taken](#).

3. Rabinowicz J. and Settle M. (22 April 2020) [COVID-19 is creating a \[global\] food crisis and Canada needs to respond](#) (SeedChange).

agroécologique à faible niveau d'intrants et d'émissions, qui aidera les producteurs et les transformateurs de denrées alimentaires à surmonter les chocs et les crises ultérieurs.

Plus largement, les agriculteurs et les communautés doivent être soutenus dans leurs efforts pour construire des réseaux et des systèmes alimentaires agroécologiques et résilients ancrés dans le territoire¹. La présence de tous les participants à la table des négociations nous rappelle qu'en fin de compte, nous sommes tous dans le même bateau. En défendant des politiques alimentaires saines, justes et durables, tant au niveau national qu'international, nous bâtirons un meilleur avenir alimentaire pour tous.



Priorités politiques

- Réunir immédiatement le Conseil consultatif canadien sur la politique alimentaire (CCCPA), le doter de ressources suffisantes et lui donner les moyens de participer aux décisions politiques et à la conception des programmes en fonction du respect du droit à l'alimentation, des autres obligations en matière de droits de la personne et des objectifs de développement durable, ainsi que de concrétiser la vision globale de la politique alimentaire du Canada ;
- Donner la priorité à une approche " rien pour nous, sans nous " pour l'élaboration de la politique alimentaire, en développant et en finançant des canaux pour s'assurer que les voix de la société civile au-delà du CCCPA, surtout celles qui sont les plus marginalisées par le système alimentaire actuel, soient incluses dans les conversations politiques ; et
- Harmoniser les politiques alimentaires nationales et internationales (aide, commerce et développement) du Canada, en donnant la priorité aux approches de souveraineté alimentaire, en soutenant les petits producteurs et transformateurs et en encourageant la production agroécologique d'aliments à faible niveau d'intrants et d'émissions.

¹: National Farmers Union and Via Campesina (17 April, 2020) [Till, sow and harvest transformative ideas for the future! - Now is the moment to demand food.](#)

Point de mire :

Faire avancer un programme national d'alimentation scolaire

ODD 2

Faim Zéro: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

ODD 4

Éducation de qualité: Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

Contexte

Il existe des programmes d'alimentation scolaire dans tout le pays, voire dans le monde entier, qui consistent à fournir un repas ou une collation aux enfants. Un programme national d'alimentation scolaire regrouperait les priorités politiques ci-dessus, avec de multiples avantages reliés qui se répercuteraient sur l'éducation, la santé, les systèmes alimentaires et les économies locales. En plus d'améliorer la santé physique et mentale des générations futures, des programmes bien conçus permettent aux enfants et aux jeunes de développer les compétences et la littératie nécessaires à un mode d'alimentation sain tout au long de leur vie ; d'améliorer leur disposition à apprendre à l'école ; de soutenir la production et la transformation locales et durables des aliments ; d'œuvrer pour faire face à l'urgence climatique ; et d'avoir un impact positif sur toutes les familles, en particulier les femmes qui consacrent beaucoup de temps à la préparation des aliments pour l'école¹. L'universalité est un principe important car elle garantit un accès équitable et digne aux enfants et s'appuie sur les prestations de protection sociale existantes, largement soutenues et efficaces. Soutenir le développement de programmes alimentaires scolaires dirigés par des autochtones et conçus pour eux permettrait également de faire progresser la souveraineté alimentaire autochtone, en favorisant l'accès à une alimentation saine et culturellement appropriée ; l'acquisition de

1.Haines J., and Ruetz A.T. (2020) [Comprehensive, Integrated Food and Nutrition Programs in Canadian Schools: A Healthy and Sustainable Approach](#) (Arrell Food Institute at the University of Guelph).

connaissances en matière d'alimentation ; ainsi que le lien des jeunes générations avec les aînés et les systèmes alimentaires traditionnels.

Le Canada est le seul pays du G7 à ne pas avoir de programme national d'alimentation scolaire. Dans le budget 2019, puis dans la Politique alimentaire pour le Canada, le gouvernement fédéral s'est engagé à « collaborer avec les provinces, les territoires et les principaux groupes d'intervenants pour travailler à la création d'un programme national d'alimentation dans les écoles », mais aucune mesure n'a encore été annoncée.

Depuis la fermeture d'écoles en raison de la Covid-19, la Coalition pour une saine alimentation scolaire¹ (CSAS) a documenté les innovations de ses membres² pour passer d'une offre scolaire pour les enfants à une offre communautaire pour les enfants, les jeunes et, dans certains cas, les familles. Des membres de tout le pays ont adopté différents modèles d'achat, de préparation et de distribution pour permettre ce changement de mandat, notamment de nouveaux partenariats avec des agriculteurs, des chefs cuisiniers, des restaurants, des municipalités et des centres communautaires. Dans un contexte d'accélération rapide des besoins, les membres de la coalition s'efforcent de défendre les valeurs d'universalité (en évitant le dépitage et la stigmatisation), d'alimentation saine, d'approvisionnement local et d'éducation alimentaire afin que les actions à court terme renforcent les objectifs à long terme. Sur cette base, la CSAS a préparé et chiffré des propositions de recherche et de programmes à moyen et long terme pour soutenir les progrès vers la mise en oeuvre de cette priorité politique : un programme universel national de saine alimentation scolaire, à frais partagés.

Un programme national d'alimentation scolaire veille à ce que les enfants aient accès à des aliments sains à l'école, tout en encourageant leurs connaissances alimentaires et en soutenant l'économie locale.

Les programmes d'alimentation scolaire ont fait preuve d'une créativité et d'une innovation remarquables pendant la crise, renforçant les liens au sein de la communauté pour nourrir les enfants et les familles

Priorité politique

- Créer un programme national d'alimentation scolaire, conformément à la promesse faite dans le budget 2019 et dans la Politique alimentaire pour le Canada, en veillant à ce qu'il réponde aux objectifs en matière de santé, qu'il soit universel et qu'il soit élaboré en collaboration avec les provinces, les territoires, les principaux groupes d'intervenants et les dirigeants autochtones.

1. Coalition pour une saine alimentation scolaire.

2. Coalition pour une saine alimentation scolaire (2020) Réponse des organismes en alimentation scolaire.

Propositions de programmes de la Coalition pour une saine alimentation scolaire :



À MOYEN TERM : FONDS D'ALIMENTATION SCOLAIRE

Une proposition chiffrée de 200 millions de dollars au gouvernement fédéral pour créer un fonds spécial pour l'alimentation scolaire dans le cadre des programmes de relance prévus pour les « travaux publics », y compris la création d'emplois. Le Fonds serait administré par les ministères provinciaux et territoriaux existants qui verseraient les fonds aux conseils scolaires ou par le biais de partenariats avec des ONG communautaires.

Les fonds visent à soutenir :

- Les infrastructures et les équipements, y compris la modernisation des cuisines et des cantines, les outils et équipements, ainsi que les serres et les jardins, dans le cadre de la création d'emplois et de la relance
- L'expérimentation de la distribution et de la préparation des aliments : travailler avec des agriculteurs et des chefs cuisiniers pour tester différents modèles d'approvisionnement et de préparation
- La recherche et l'évaluation des meilleures pratiques émergentes
- Des projets pilotes de transformation et de distribution des aliments : étendre les programmes qui bâtissent et renforcent les partenariats avec les cuisines communautaires, les installations de transformation et les carrefours alimentaires.

À LONG TERM : PROGRAMME NATIONAL DE SAINTE ALIMENTATION SCOLAIRE

En juillet 2019, la Coalition pour une saine alimentation scolaire a préparé une soumission pour les consultations pré-budgétaires de 2020¹, proposant une contribution initiale annuelle de 360 millions de dollars du gouvernement fédéral pour la mise en place d'un programme universel d'alimentation scolaire. Cette proposition suppose un modèle de partage des coûts qui impliquerait des investissements des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux, ainsi que des organismes à but non lucratif et des parents, lorsque cela est possible. Le coût total est estimé à 1,8 milliard de dollars par an pour les coûts alimentaires, une partie du personnel, l'infrastructure et les mesures de contrôle.

1. Coalition pour une saine alimentation scolaire (26 juillet 2020) Mémoire prébudgétaire, Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2020.

